Accusé de réception en préfecture
034-253400485-20240226-DLB20240226_661-DE
Reçu le 29/02/2024

**DEPARTEMENT DE L'HERAULT**

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES PEZENAS-AGDE

**SEANCE du 26/02/2024**

**DLB 2024/661**

L'an deux mille vingt-quatre et le lundi 26 février à 18h00, les membres du Comité Syndical du SICTOM Pézenas-Agde se sont réunis en session ordinaire, aux arènes de BOUJAN SUR LIBRON, sous la Présidence de Monsieur Sébastien FREY, Président.

**Date de la convocation : 19/02/2024**
**Affichage de la convocation : 19/02/2024**

**Etaient Présents** :
Gérard ABELLA, André ALBERTOS, Claude ALLINGRI, Alice ARRAEZ, Philippe AUDOUI, Marie BALLESTERO, Nathalie BASTOUL, Jacques BOLINCHES, Francis BOUTES, Stéphan BOYER, Didier BRESSON, Laurent COMBES, Jordan DARTIER, Sandrine DENIER, Philippe ENJERLIC, Michel FARENC, Philippe FAURE, Sébastien FREY, Robert GELY, Rémy GLOMOT, Didier GROUSELLE, Frédéric GUARNIERI, Chantal GUILHOU, Evelyne GUY, Jean-Yves LE BOZEC, Caroline LEVANNIER, Georges LOPEZ, Laurence MABELLY, Claude MARCO, Pierre-Marie MARHEUNDA, Gérard MARTINEZ, Alain MALRIC, Jacques MONCOUYOUX, Christophe PASTOR, Jean-René PENAS, Christian PEREZ, Lionel PUCHE, Daniel RENAUD, Armand RIVIERE, Régine ROSENFELD, Pierre-Jean ROUGEOT, Jean ROUSSEL, Frédéric ROYE, Michel SALLES, Michel SANCHEZ, Bernard SAUCEROTTE, Marie-Agnès SCHERRER, Edgar SICARD, Jean-Louis THERON, René VERDEIL, Sylvian VIALE .

**Absents représentés par leur suppléant :**
Mathieu BENEZECH représenté par GERARD Francine, Jean-François HIGONENC représenté par Jean-Claude VITAL.

**Absents Excusés** :
Jean-Louis ABADIE, Jean AUGE, Philippe BARON, Claude BASTIER, Viviane BAUDE TOUSSAINT, Jean BLANQUEFORT, Jérôme BONNAFOUX, Jean-Marie BOUSQUET, Jacques CANTAGRILL, Christophe CASTAN, Francis CASTAN, Jean-Jacques CORON, Gilles D'ETTORE, Francis FORTE, Pascal FICHAUX, Julie GARCIN SAUDO, Vincent GAUDY, Bertrand GELLY, Gil GEORGERENS, Joséphine GROLEAU, Vincent HUGOT-CONTE, Bernard ICHE, Blandine LAIRD, Jean-Louis LAUX, Sylvie LERMET, Christophe LLOP, Michel LOUP, Patrick MARTINEZ, Marie-Hélène MATTIA, Carole MAUREL, Fabrice MAURRAS, Françoise MEMBRILLA, Bernard MONTAGUD, Catherine MONTARON SANMARTI, Christiane MOTHES, Louis PASCAL, Stéphane PEPIN-BONET, Gérard PERRIN, Christine PRADEL, Véronique REY, Thierry ROQUE, Gaby RUIZ, Véronique SALGAS, Henry SANCHEZ, Alain SICILIANO, Michèle TARDY, Bernadette TAURINES FARO, Christophe THOMAS, Jean-Michel ULMER, Nicole VICENTE, Claude VISTE.

**Secrétaire de séance** :
Pierre-Marie MARHUENDA

**Objet : Débat et Rapport d'Orientation Budgétaire**

Vu l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoyant la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) dans les deux mois précédant le vote du Budget Primitif, afin de présenter à l'assemblée délibérante les grandes orientations du prochain budget,

Vu la loi du 7 août 2015, portant « nouvelle organisation territoriale de la République » (Loi NOTRe) précisée par le décret n°2016-841 du 24 juin 2016, renforçant le rôle du DOB en définissant son contenu.

Accusé de réception en préfecture
034-253400485-20240226-DLB20240226_661-DE
Reçu le 29/02/2024

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

## Introduction règlementaire :

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, le Président du SICTOM Pézenas Agde présente au Comité Syndical un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice 2024. Ce rapport doit faire l'objet d'un débat, dont il est pris acte par une délibération spécifique. Il doit comprendre les principaux éléments suivants :

- ✓ les évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes, en fonctionnement comme en investissement, avec les principales hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget ;
- ✓ des éléments concernant la politique de ressources humaines de la collectivité ;
- ✓ la présentation des engagements pluriannuels de la collectivité notamment en matière d'investissement ;
- ✓ des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette.

## Eléments de contexte

- La croissance de l'économie française s'est limitée à 0,8% en 2023, selon l'OFCE (Observatoire Français des Conjectures Economiques), soit un peu moins que le 1,0% prévu par le gouvernement. En 2024, elle rebondirait à 1,2%.
- L'inflation est restée élevée en France jusqu'à la fin de 2023, oscillant entre 5,5% et 6,5% pour l'année 2023. Elle devrait refluer ensuite aux alentours de 3% pour l'année 2024.
- Les projections macroéconomiques de l'OFCE prévoient une hausse des prix de 3,2 % en 2024 (5,6% en 2023) et de 2,1 % en 2025, se rapprochant de l'objectif à moyen terme de 2 %.

Sur le plan local, le SICTOM Pézenas-Agde obtient des résultats 2023 satisfaisants malgré une augmentation significative des couts globaux de fonctionnement. L'inflation subie en 2023 a entrainé une baisse des tonnages des déchets (réduction de la consommation des ménages) et a permis, malgré ces hausses, de réaliser un excédent de fonctionnement.

Par ailleurs, sur ce même exercice, la nécessaire revalorisation des prestations aux professionnels a contribué *in fine*, à sortir un résultat d'exploitation positif et ce, malgré une chute importante des recettes issues de la revente des matériaux.

Les ratios financiers se maintiennent à un niveau équivalent à ceux de 2022, constatant ainsi les efforts faits en interne pour maintenir une capacité à faire face aux engagements présents et aux investissements futurs.

Enfin, sur le plan administratif, la sortie de la Communauté de Commune du Clermontais qui représentait la commune de Fontès est effective depuis le 1er novembre 2023. Le Syndicat comporte dorénavant 57 communes.

## Sur la section de Fonctionnement :

Les évènements particuliers à noter :

**En dépenses :**

- Les dépenses de fonctionnement courant : en hausse de + 2 445 K€ par rapport à 2022, liées à la TGAP, et hausse tarifaire des prestations de services pour la collecte et le traitement des déchets

- Les dépenses de personnel : en baisse de 247 K€ suite au transfert en mai 2023, du personnel du centre de tri vers OEKOTRI

- Une forte augmentation des dotations aux amortissements venant alourdir les dépenses de fonctionnement et que la collectivité doit impérativement financer sur ses fonds propres (+300K€)

- Maitrise des autres chapitres de la section

**En recettes**

- Une forte revalorisation des bases TEOM (+7,1%), des bases dynamiques et un reversement intégral par les EPCI des rôles supplémentaires (+2 558 K€ par rapport à 2022)

- Une nette amélioration des recettes issues des prestations aux professionnels avec la revalorisation de la redevance aux professionnels et le contrôle des accès en déchèterie (+1 812 K€ par rapport à 2022)

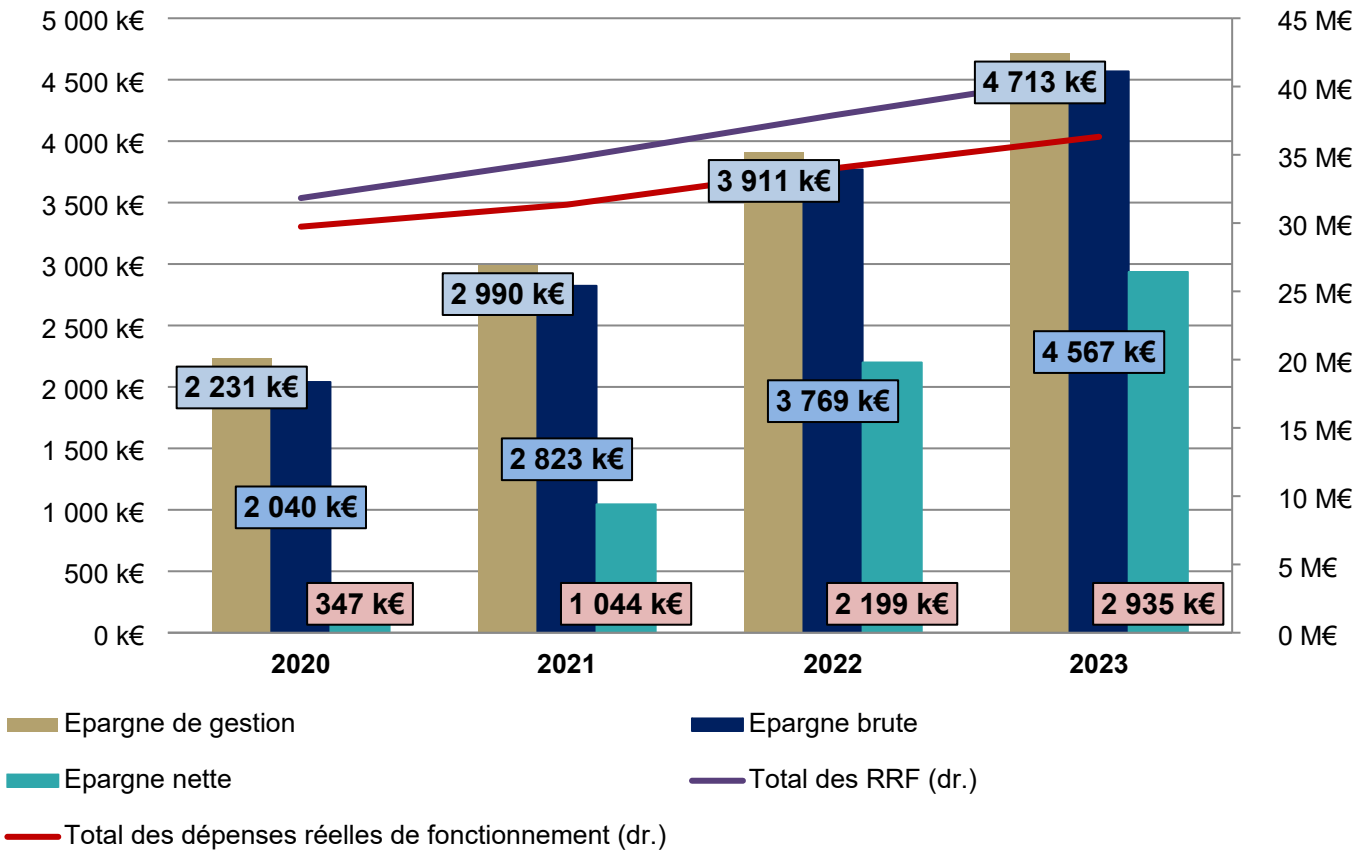
- Mais des cours de revente des matériaux en large baisse (- 900 K€ par rapport à 2022)

| BALANCE | CA 2023 |
|---|---|
| | |
| Total des dépenses de fonctionnement : | 39 735 103 |
| Total des recettes de fonctionnement : | 40 927 941 |
| | |
| RESULTAT DE FONCTIONNEMENT | 1 192 838,04 |

L'exercice 2023 se termine sur un excédent en fonctionnement de 1 193 K€ (805 K€ en 2022). L'amélioration des ratios déjà constatée en 2022, se poursuit en 2023. Cette tendance devra se poursuivre en 2024 et au-delà.

Accusé de réception en préfecture
034-253400485-20240226-DLB20240226_661-DE
Reçu le 29/02/2024

**Evolution des épargnes sur la période 2020-2023**




**<u>Sur la section d'Investissement :</u>**

**En dépenses**

Outres les dépenses récurrentes en termes de renouvellement de matériel d'exploitation, les investissements 2023 se sont concentrés sur 3 projets majeurs :

1/ La finalisation du déploiement de la collecte des biodéchets sur quasiment l'intégralité du territoire,
2/ La quasi réalisation des travaux de mise en place du contrôle d'accès en déchèterie,
3/ Le démarrage des travaux de la déchèterie des Moulières.

Le taux de réalisation des dépenses d'investissement est de 63%, atteignant 81% en intégrant les restes à réaliser (RAR).

**En recettes**

Les dotations aux amortissements concourent très largement à financer la section d'investissement car elles représentent environ 4M€. Le SICTOM a recouru à un emprunt de 1,9M€ en 2023, le reste des besoins en financement ayant été couvert par l'excédent reporté, l'affectation du résultat, le FCTVA et les subventions.

Accusé de réception en préfecture
034-253400485-20240226-DLB20240226_661-DE
Reçu le 29/02/2024

| BALANCE | | CA 2023 |
|---|---|---|
| | Total des dépenses d'investissement : | 6 461 881,03 |
| | Total des recettes des d'investissement : | 6 665 584,15 |
| | RESULTATS DE L'EXERCICE | 203 703,12 |

L'exercice 2023 se termine par un excédent de 203 K€. Le montant des restes à réaliser, reporté sur l'exercice 2024 s'élève à 1 830 K€.

## ETAT DE LA DETTE AU 31/12/2023

| Référence | Prêteur | Capital restant dû | Durée résiduelle | Taux | Année de réalisation | Montant initial |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01P8Y1016PR | CREDIT AGRICOLE | 249 999,40 € | 4,99 ans | Taux fixe à 5.12 % | 2008 | 1 000 000,00 € |
| 00002867032 | CREDIT AGRICOLE | 981 509,19 € | 2,17 ans | Taux fixe à 0.75 % | 2019 | 3 000 000,00 € |
| 00003999580 | CREDIT AGRICOLE | 1 618 671,67 € | 6,99 ans | Taux fixe à 0.36 % | 2020 | 2 300 000,00 € |
| 00004638517 | CREDIT AGRICOLE | 816 666,74 € | 8,16 ans | Taux fixe à 0.59 % | 2022 | 1 000 000,00 € |
| 1236221 | CDC | 159 825,73 € | 4,00 ans | Taux fixe à 3.95 % | 2013 | 400 000,00 € |
| 5161323 | CDC | 171 877,64 € | 13,08 ans | Taux fixe à 1.14 % | 2017 | 250 000,00 € |
| 5161324 | CDC | 283 659,70 € | 8,08 ans | Taux fixe à 0.94 % | 2017 | 500 000,00 € |
| ARC21753 | CE | 22 348,95 € | 6,07 ans | + 0.16)-Floor -0.16 su | 2004 | 65 000,00 € |
| ARC12567 | CE | 42 153,22 € | 2,90 ans | Taux fixe à 5.77 % | 2001 | 178 970,00 € |
| ARC21755 | CE | 18 910,67 € | 6,07 ans | + 0.16)-Floor -0.16 su | 2004 | 55 000,00 € |
| A17120GH | CE | 83 332,90 € | 4,15 ans | Taux fixe à 4.36 % | 2013 | 300 000,00 € |
| 10278 09053 00020446002 | CREDIT MUTUEL | 905 555,48 € | 13,58 ans | Taux fixe à 1 % | 2022 | 1 000 000,00 € |
| 10278 09053 00020446003 | CREDIT MUTUEL | 866 666,72 € | 8,67 ans | Taux fixe à 0.85 % | 2022 | 1 000 000,00 € |
| 10278 09053 00020446004 | CREDIT MUTUEL | 379 911,74 € | 9,42 ans | Taux fixe à 3.1 % | 2022 | 400 000,00 € |
| MON502288EUR | BANQUE POSTALE | 241 874,65 € | 11,17 ans | Taux fixe à 2.62 % | 2015 | 430 000,00 € |
| MON504071EUR | BANQUE POSTALE | 346 500,11 € | 6,67 ans | Taux fixe à 1.65 % | 2015 | 770 000,00 € |
| MON504073EUR | BANQUE POSTALE | 866 562,50 € | 11,67 ans | Taux fixe à 1.91 % | 2015 | 1 475 000,00 € |
| MON504074EUR | BANQUE POSTALE | 1 021 750,00 € | 16,67 ans | Taux fixe à 2.05 % | 2015 | 1 525 000,00 € |
| MON511075EUR | BANQUE POSTALE | 25 000,28 € | 0,92 an | Taux fixe à 0.53 % | 2016 | 200 000,00 € |
| MON511074EUR | BANQUE POSTALE | 266 666,48 € | 7,92 ans | Taux fixe à 0.94 % | 2016 | 500 000,00 € |
| MON511073EUR | BANQUE POSTALE | 162 499,72 € | 12,92 ans | Taux fixe à 1.16 % | 2016 | 250 000,00 € |
| MON529248EUR | BANQUE POSTALE | 746 364,29 € | 11,00 ans | Taux fixe à 0.52 % | 2019 | 1 000 000,00 € |
| MON529249EUR | BANQUE POSTALE | 918 389,22 € | 6,00 ans | Taux fixe à 0.33 % | 2019 | 1 500 000,00 € |
| 3037 | AFL | 500 000,00 € | 9,97 ans | Taux fixe à 3.7 % | 2023 | 500 000,00 € |
| 3038 | AFL | 1 000 000,00 € | 14,97 ans | Taux fixe à 3.82 % | 2023 | 1 000 000,00 € |
| | | **12 696 697,00 €** | | | | |

L'encours de la dette passe de 12,4M€ fin 2022 à 12,7M€ fin 2023. Il présente une bonne stabilité, constatée depuis plusieurs exercices.

Accusé de réception en préfecture
034-253400485-20240226-DLB20240226_661-DE
Reçu le 29/02/2024

## PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS -PERIODE 2021/2023

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|
| Dette au 31/12/n | 10 994 | 12 434 | 12 696 |
| Taux épargne brute : RRF – DRF / RRF | 8,37% | 10,20% | 11,17% |
| Taux endettement : encours dette / RRF | 32,2% | 33% | 29,39% |
| Capacité désendettement : Encours dette / CAF brute | 3,8 | 3,2 | 2,78 |

## PERSPECTIVES 2024

Dans le prolongement de l'année 2022, l'année 2023 a été une année encore chahutée par l'inflation et les incertitudes en matière économique.

Cependant, le SICTOM Pézenas-Agde a pu tirer son épingle du jeu et si l'effet de crise a eu des effets négatifs (hausse de la plupart des prix), il a eu aussi des effets positifs avec un ralentissement de la consommation et, en corolaire, une répercussion directe sur le tonnage à traiter en Ordures ménagères qui a enregistré un fléchissement de près de 6%.

La mise en œuvre du tri généralisé de tous les emballages et le déploiement de la collecte des biodéchets ont eu aussi un impact positif sur le tonnage des ordures ménagères.

Le plein effet de ces mesures devrait être mesurable sur 2024, avec une part d'inconnu sur le tonnage des OM : effet d'aubaine lié à l'inflation et/ou changement dans les comportements. La réponse à cette question pourrait être un élément clé dans la maitrise des dépenses courantes pour 2024 et les exercices suivants..

En revanche, l'abandon du secteur local par les assureurs historiques provoque une flambée des prix avec une demande forte des collectivités et une réponse rare voire quasi inexistante. L'enveloppe consacrée au paiement des primes d'assurances est passée de 225 000 € en 2023 à 527 500 € en 2024.

De plus, les indices de revalorisation des marchés reprenant des indices de 2023, il est à craindre que les prix de certains marchés soient encore marqués fortement à la hausse pour 2024.

Concernant les taux bancaires, une légère décrue est annoncée pour 2024. Il est cependant peu probable que le marché revienne sur des taux à l'aune de ce qui était pratiqué en 2020/2021.

En 2024 comme en 2023, le contexte économique dans lequel nous évoluons reste incertain. La réduction des déchets et leur valorisation restent un axe essentiel de maitrise des dépenses. En l'espèce, les résultats qui seront obtenus en 2024 en termes de tonnes traitées devront être analysés pour examiner les pistes et les actions à mener pour réduire encore ces tonnages.

Plus que jamais, le SICTOM doit être moteur en proposant :

- des actions tournées vers la promotion de la réduction des déchets
- des investissements structurants utilisant des solutions techniques éprouvées destinées à valoriser les déchets et éviter l'enfouissement.

En 2024, le SICTOM devra assurer :

- La poursuite de la mutation de sa collecte vers les points d'apport volontaire en proposant des points « Tri » où l'usager pourra trier plus aisément ses déchets,

- Une communication sur le bon geste de tri pour une réduction du taux de Refus de tri, fort couteux pour la collectivité,

- La mise en œuvre du contrôle d'accès dans toutes nos déchèteries, la réalisation de travaux de requalification et de mise en sécurité de ces sites afin de mieux accueillir les usagers du territoire,

- La finalisation de la mise en place de la collecte des biodéchets sur tout le territoire pour valoriser ces déchets spécifiques et favoriser leur retour à la terre sous la forme de compost.

Par ailleurs sur cet exercice, l'accent sera mis sur :

- **Les déchèteries** avec une enveloppe globale de **3 380 K€** pour construire, réhabiliter et équiper les déchèteries,
- **Le matériel de pré-collecte** (bacs, PAV, structures enterrées ou aériennes, composteurs), avec un budget de **1 060 K€,**
- Le renouvellement du **matériel roulant** et d'exploitation pour près de **2 400 K€,**
- Et une enveloppe **de 517 K€** pour conduire les études nécessaires aux **grands investissements de demain** avec des solutions techniques comme la méthanisation et la préparation de Combustibles Solides de Récupération (CSR).

Pour la partie « Ressources Humaines », le maintien de la ligne directrice d'une politique « Effectif constant » est maintenue. La souplesse apportée par les contrats de projets permet à la collectivité de répondre aux besoins ponctuels et limités dans le temps. Ils sont nécessaires à la réalisation de projets, sans alourdir le nombre d'Equivalent Temps Plein (ETP) permanent du SICTOM.

Pour les exercices à venir, la problématique d'une évolution des dépenses supérieure à celle des recettes remet sur le devant de la scène le niveau nécessaire de participation des EPCI membres pour poursuivre la mission de service public du SICTOM.

**La sur-TGAP évoquée dans la Loi de finances 2024 pourrait avoir un impact considérable sur le budget de la collectivité (entre 5 et 10 € supplémentaires/Tonne à partir d'un seuil encore à définir, et ce, à compter de janvier 2025).**

La nécessaire contribution des membres du SICTOM doit lui permettre de proposer :

- un service public de qualité
- des actions participant activement à la transition écologique
- du matériel d'exploitation régulièrement renouvelé
- des installations performantes et conformes aux normes environnementales

Sur la base de ce programme, je vous propose de fixer les orientations budgétaires pour 2024 selon les 3 axes suivants :

1/ Améliorer la qualité de tri de nos déchets pour maitriser le coût de leur traitement

2/ Maintenir un taux d'épargne compris entre 8 et 10% pour assurer notre capacité à investir

3/ Programmer des investissements ambitieux pour mieux valoriser les déchets

FONCTIONNEMENT

**1/ DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : dans un contexte économique encore incertain, promouvoir la réduction des déchets pour maitriser les dépenses de fonctionnement**

L'inflation vécue en 2023 aura encore des conséquences sur 2024, notamment à cause de la revalorisation de certains marchés, adossée à des indices parus en 2023.

Comme pressenti dans le rapport 2023, les prix des nouveaux marchés démarrant en 2024 ont augmenté de façon importante (marché des encombrants…), entrainant une hausse significative des dépenses de traitement. **La réduction des déchets** devient un levier puissant dans la maitrise des dépenses. Cette orientation va devenir encore plus cruciale avec les dispositions **de la loi de Finances 2024** qui prévoit, **dès 2025**, **une surtaxe sur la TGAP**.

Les fortes augmentations de l'électricité et du carburant constatées en 2023 devraient être moindres en 2024. Cette décroissance offre un répit bienvenu pour le budget. Cependant, son effet sera annulé par la hausse exponentielle du montant des assurances (Flotte automobile et Dommages aux Biens) qui augmentent de 100%. Un travail sur la baisse de la sinistralité a démarré afin de pouvoir procéder d'ici deux ans à une remise en concurrence dans la perspective d'une diminution sensible du montant des primes.

En fonction de ces éléments, le budget 2024 en Fonctionnement augmentera de 9,33% par rapport au budget 2023, pour un montant de +4 113K€.

La hausse des **dépenses réelles** de fonctionnement (hors écritures d'ordre) s'élèvera à 3 346 K€. Elle impactera de près de 73% le Chapitre 011 relatif au fonctionnement courant.

Les postes les plus impactés par rapport à 2023 seront :

- + 1 527 K€ sur les contrats de prestation dont 680 K€ pour le tri (pour une année pleine en 2024),
- + 300 K€ pour la TGAP (passage de 51 € H.T/tonne à 58 € H.T), contenue par une prévision de baisse du tonnage à traiter,
- + 80 K€ de péréquation transport entre collectivités pour le centre de tri,
- + 319 K€ d'assurances.

Le budget 2024 proposé pour les dépenses de fonctionnement courant (chapitre 011) sera d'environ 25 216 000 €.

**LA POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES**

La collectivité poursuit ses projets de développement dans un contexte règlementaire, et des délais contraints, accompagnés d'une tension du marché du travail, amenant à mettre en place une stratégie proactive de gestion des ressources humaines.

**Pour 2024** la politique RH continuera de porter **3 grands objectifs** :

=> **L'attractivité** des métiers en lien avec le déchet et la fidélisation des agents, **en poursuivant la politique de formation** et le développement des carrières (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences) ;

=> La poursuite de la politique de **prévention de l'absentéisme** et de **maintien dans l'emploi** ;

=> **L'organisation des services** suite à la politique du temps de travail adoptée en 2022 et à son évaluation.

1. **Evolution et structure des effectifs : stabilisation dans un contexte de baisse d'attractivité des métiers**

En 2023, l'organigramme se consolide et les effectifs se stabilisent. Au 31 décembre, la collectivité emploie et rémunère 284 agents fonctionnaires et contractuels (permanents ou non) : 193 sont fonctionnaires, 33 sont contractuels recrutés sur des postes permanents et 58 sont contractuels non permanents dont 14 sur des postes vacants.

L'évolution des effectifs **en 2023** s'explique par :

- ✓ Le **transfert du personnel** du centre de tri vers la SPL OEKOTRI : départs échelonnés de treize agents entre mars et mai 2023.

- ✓ **Les départs en retraite** : ils font systématiquement l'objet d'une réflexion sur une nouvelle organisation des services, ce qui a pu aboutir à la transformation de certains postes au tableau des effectifs. Ces départs en retraite peuvent être palliés par des ressources contractuelles dans l'attente de la finalisation des évolutions des services. En 2023, huit agents sont partis à la retraite.

- ✓ L'émergence du **besoin de postes de catégorie B** sur des niveaux de chef de service ou des postes nécessitant une expertise, le nombre d'agents en catégories A et C restant stable.

Au 31 décembre 2023, les **226 agents affectés sur des postes permanents,** sont répartis de la manière suivante par cadre d'emploi, par catégorie, en identifiant les temps complets et partiels :

| **Cadre d'emploi** | **Nombre d'agents (es)** | **Proportion %** |
|---|---|---|
| Administratif | 30 | 13.27 % |
| Animation | 2 | 0.89 % |
| Technique | 194 | 85.84 % |
| TOTAUX | 226 | 100 % |
| **Catégories** | Nombre d'agents (es) | Proportion % |
| Catégorie A | 11 | 4.87 % |
| Catégorie B | 8 | 3.54 % |
| Catégorie C | 207 | 91.59 % |
| TOTAUX | 226 | 100 % |
| **Temps partiels** | Nombre d'agents (es) | Proportion % |
| Catégorie A | 0 | 0 |
| Catégorie B | 1 | 0.44 % |
| Catégorie C | 3 | 1.33 % |
| TOTAUX | 226 | 1.77 % |

Le profil d'évolution pour les années à venir se dessine ainsi :

- **Des difficultés de recrutement sur certains métiers** liés au manque d'attractivité de la fonction publique territoriale. Le **renforcement de la motivation au travail** en fait un enjeu majeur pour la collectivité. Il conviendra également de prévenir les départs des agents et de limiter le turn-over, difficile à gérer pour les RH et qui génère des coûts direct et indirect de recrutement.

- Un **vieillissement des agents** et le défi du **maintien dans l'emploi.**

Pour anticiper ces évolutions, les orientations de la politique RH du SICTOM en matière de pilotage des effectifs sur les années à venir sont les suivantes :

→ **orienter les services vers le recours à l'apprentissage et l'accueil de stagiaires** :
Les chefs de service de la collectivité doivent s'impliquer pour tutorer et fidéliser de jeunes professionnels en leur faisant découvrir l'univers des collectivités territoriales, notamment pour les métiers en tension (mécanique par exemple). Favoriser l'accueil de stagiaires et d'apprentis par des partenariats avec les écoles et universités du territoire doit permettre au SICTOM d'éviter la perte des savoir-faire.

→ **développer la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEEC)** en fonction des projets, de la dématérialisation croissante des services, de la pénurie de formation initiale sur certains métiers et mettre en place des mesures concourant à la meilleure gestion des carrières **des contractuels** en **renforçant l'accompagnement vers les concours de la fonction publique.**

2. **Masse salariale : maîtrise de la dépense**

➔ **En 2023, les objectifs sont tenus**. Les **nombreuses mesures réglementaires** venues impacter la masse salariale durant l'exercice 2022, ont eu en 2023 un effet « année pleine » et sont pour mémoire :

- La revalorisation à deux reprises du SMIC ;
- La révision des grilles des catégories C ;
- L'augmentation du point d'indice de 3,5 % au 1er juillet 2022 ;

Pour autant, **le chapitre 012 a de nouveau respecté le budget prévisionnel en réalisant 98.67 % du Compte administratif 2023.**

**Rémunération des fonctionnaires et contractuels permanents :**
Il ressort que les montants en brut annuel des agents permanents (fonctionnaires et contractuels permanents) sont répartis de la manière suivante :

| Montants annuels en € (hors charges patronales) CA 2023 | Fonctionnaires/ contractuels permanents |
|---|---|
| Rémunération | **5 987 423 €** |
| Régime indemnitaire | **1 478 298 €** |
| NBI | **44 162 €** |
| Heures supplémentaires | **108 108 €** |

Accusé de réception en préfecture
034-253400485-20240226-DLB20240226_661-DE
Reçu le 29/02/2024

**Avantages en nature**

Les avantages en nature résultent de la mise à disposition ou de la fourniture par l'employeur d'un bien ou d'un service à un agent (e) permettant de faire l'économie de frais qu'il aurait dû normalement supporter. L'avantage en nature recouvre, pour le SICTOM les avantages « Véhicules ». La liste des emplois pouvant être attributaires d'un véhicule de fonction est fixée par délibération et concerne uniquement les postes fonctionnels.

| Avantage en nature Montants annuels en € | Nombre | Montant 2023 |
|---|---|---|
| Véhicule de fonction | 3 | **27 578 €** |

**Indemnités des élus**

A noter qu'elles sont intégrées au chapitre 065 et **non au chapitre 012**. En 2023 leur montant a évolué suite au changement du point d'indice encadré par la législation.

| 2023 | Taux | Montant | Mensuel | Annuel |
|---|---|---|---|---|
| Indemnité mensuelle brute Président | 35.44% | 1456.77 € | 1 456.77€ | 17 481.24 € |
| Indemnité mensuelle brute Vice-président (X15) | 17.72% | 729.38 € | 10 940.70€ | 131 288.40 € |
| | | | **12 397.47€** | **148 769.64 €** |

**Temps de travail et nouvelle organisation**

La délibération cadre sur le temps de travail en application de la loi de transformation de la fonction publique de 2019 est effective depuis le 1er janvier 2023. Sa mise en œuvre a intégré la reconnaissance de contraintes et pénibilités liées aux métiers par l'instauration de sujétions et permet **l'harmonisation des cycles de travail pour** une plus grande efficience des services.

En 2024, l'objectif est de poursuivre, dans ce cadre, le travail de réorganisation des services, d'en évaluer les effets, en termes de continuité de service et de qualité de vie au travail.

➔ **2024 : formation, prévention de l'absentéisme pour maitriser l'évolution de la masse salariale tout en répondant aux besoins de monter en compétence**

**La politique de formation** de la collectivité vise à répondre en termes de ressources aux enjeux de ses projets : assurer le maintien en poste des agent(e)s tout en développant leurs compétences via la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC).

Après une baisse des formations durant les périodes de crise sanitaire et pour porter une politique de formation renouvelée, la collectivité s'est dotée d'un **plan de développement des compétences pour la période 2022 – 2027** avec pour objectifs :

→ **La montée en compétence** des agents tant dans l'univers du numérique que des métiers.

→ **La proposition de parcours métiers** de l'arrivée au départ de l'agent. Ces parcours comprennent à la fois les formations obligatoires lui permettant d'exercer ses compétences mais vise également à lui proposer des formations répondant aux évolutions des métiers.

→ **L'accompagnement de l'encadrement intermédiaire** pour lui permettre d'expliquer aux agents les objectifs stratégiques de la collectivité, mais également pouvoir apporter les réponses de premier niveau, tant sur les mobilités et les carrières que sur les évolutions de la collectivité.

→ **Le développement de modalités pédagogiques mieux adaptées** avec des offres de formation en intra et en union ainsi qu'une nouvelle offre grâce à **la création d'une communauté de formateurs internes** (formateurs SST, formateurs en bureautique, Excel etc…)

L'ambition de la collectivité est d'amener ses agents à être sensibilisés au besoin -*et à la nécessité* - de formation individuelle pour monter en compétence et proposer un service public de qualité dans leur relation à l'usager. D'ores et déjà, le travail réalisé se traduit par une hausse en 2023 du nombre moyen de jours de formation par rapport à 2022 (2,21 jours en 2023 contre 1,58 jours en 2022). L'objectif à terme est d'atteindre trois jours/ moyen par agent et par an.

**La politique de prévention de l'absentéisme** vise à réduire les causes liées aux conditions de travail et à prévenir les maladies tant physiques que psychologiques. La collectivité développe plusieurs dispositifs :

→ **La formation de proximité par les managers :** les **accueils au poste renforcé** (APR) dispensés sur le terrain par les encadrants-responsables, tout comme leur renouvellement après une longue période d'absence, permet de réduire les risques d'accident et d'améliorer la sécurité au travail.

→ **Le levier financier du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) :** le complément indemnitaire annuel, lié à la manière de servir de l'agent, est la partie variable du régime indemnitaire. Il doit constituer un outil de motivation pour les agents et un outil de management pour l'encadrement tout en permettant de lutter contre l'absentéisme. Il a été adopté par délibération du 13 décembre 2023. Tout agent dont l'évaluation annuelle est au moins satisfaisante est éligible, pour un montant maximum de 1 200 €, impactable en fonction de l'absentéisme. Le CIA s'est substitué à la prime globale de performance dont la pertinence et l'équité étaient remises en question.

A noter, qu'après une forte hausse en 2022, le taux d'absentéisme en 2023 a baissé. En effet, le cumul du taux d'absence pour congés de maladie et accidents de travail est passé de 11,17% en 2022 à 6,81% en 2023.

**Le montant prévisionnel du chapitre 012 pour 2024 s'élèvera à 13 764 875 €**

Ce montant légèrement en hausse par rapport au BP 2023 (+ 248 198 €) s'explique par :

→ **Les nouvelles mesures réglementaires** annoncées en juin 2023, ayant déjà eu un effet sur l'exercice 2023 et **qui se prolongeront en année pleine en 2024** :

- Augmentation du point d'indice de 1,5 % au 1er juillet 2023 ;
- Attribution de points supplémentaires sur les grilles C1, C2 et B1, B2 au 1er juillet 2023 ;
- La reconduction de la prime GIPA (garantie individuelle pour le pouvoir d'achat).

→ **Le Complément Indemnitaire Annuel 2023**, versé pour la première fois sur les salaires de février 2024, après la **suppression de la prime globale de performance** habituellement versée en janvier.

→ **L'attribution de 5 points d'indice** sur tous les grades au 1er janvier 2024

**Rémunération des fonctionnaires et contractuels permanents :**

| Montants annuels en € (hors charges patronales) BP 2024 | Fonctionnaires/ contractuels permanents |
|---|---|
| Rémunération | **6 466 544 €** |
| Régime indemnitaire | **1 397 899 €** |
| NBI | **45 258 €** |
| Heures supplémentaires | **112 816 €** |

- **Postes permanents : le besoin de monter en compétence et en expertise l'encadrement**

Des **facteurs endogènes** influencent le budget 2024 :

- **L'évolution de l'organisation** des services avec la **montée en compétence de l'encadrement intermédiaire** (recrutement de deux encadrants par transformation de 2 postes au tableau des effectifs) et le besoin d'expertise sur les projets (recrutement d'un chargé de mission de niveau ingénieur principal en contrat de projet, non permanent, sur 3 ans).
- La mise en place du **Complémentaire Indemnitaire Annuel (CIA).**
- **Les avancements de grade et la promotion interne.**

Enveloppe prévisionnelle relative aux diverses **indemnités** : 1 603 996 €, décomposée dans ses grandes masses

- Astreintes, CET : 93 281 €
- Régime indemnitaire : 1 397 899 € (dont 170 000 € de CIA)
- Heures supplémentaires : 112 816 €

Enveloppe prévisionnelle des **évolutions de rémunération** des agents titulaires ainsi décomposée :

- Avancement d'échelon : 16 875 €.
- Avancements de grade et à la promotion interne : 33 846 €.

- **Postes non permanents : la flexibilité pour répondre aux besoins temporaires et mener à bien les projets**

Le SICTOM poursuit la mutation de son service de Collecte et la modernisation de son service Déchèterie. Au 31 décembre 2023, 55 communes sur 57 étaient équipées d'une solution de tri des biodéchets, conformément à la loi AGEC. Près de 40 000 foyers étaient dotés du badge d'accès aux 18 déchèteries du SICTOM. Cette évolution de service a nécessité en 2023 le **recours à des renforts temporaires**. Il en sera de même en 2024 et portera sur les besoins spécifiques :

- *Au sein du Pôle Administration – Finances* : service aux Professionnels (émission des cartes d'accès en déchèterie, facturation des professionnels, permanences en mairie) et service Régie Travaux (implantation des Bornes Biodéchets).

- *Au sein du Pôle Dialogue interne et Relations publiques* : service Relations aux usagers (distribution des supports de communication, permanence et animations par les éco-ambassadeurs pour le tri des biodéchets, déploiement du tri hors foyer avec comme action pilote en 2024 le tri en sortie des plages d'Agde).

Formation/transmission : Le comité syndical de décembre 2023 a adopté le principe d'accueil d'un **contrat d'alternance** au service RH, d'une durée de 9 mois ½ jusqu'à fin septembre 2024 dans le cadre d'un Master en droit des collectivités territoriales. L'accueil de cette alternante s'inscrit conformément à l'évolution des orientations de la politique RH du SICTOM et les orientations nationales en matière de formation des jeunes : répondre à un besoin supplémentaire d'expertise, créer de l'appétence pour les métiers de la gestion publique des déchets, et faciliter la transmission des savoirs.

En complément, pour répondre au besoin d'expertise pour développer les projets structurants en matière de traitement, le SICTOM ouvre en 2024 un contrat de projet de niveau ingénieur principal.

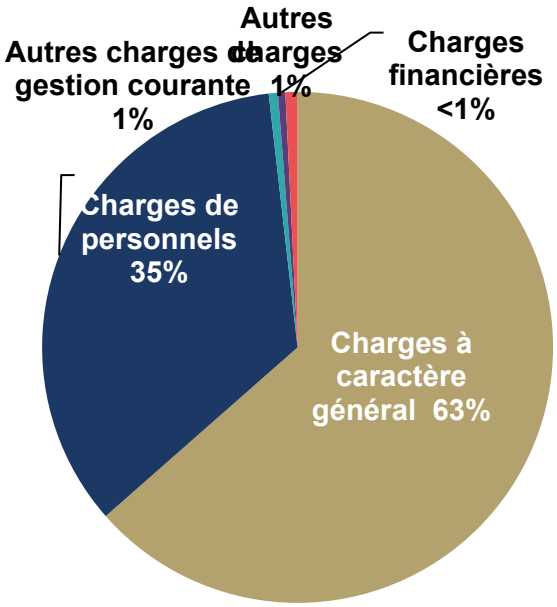
Par ailleurs, pour assurer la continuité et la qualité de son service public de proximité, **le SICTOM poursuit sa politique de stabilisation des contractuels non permanents.** Les recrutements en interne sur les postes les plus sensibles (ripeur-chauffeur, chauffeur polybennes, agent d'accueil en déchèterie,… ) sont ouverts aux titulaires dans le cadre d'une mobilité interne, mais également aux contractuels non permanents. Si leur candidature est retenue, un CDD de 3 ans, renouvelable une fois, leur est proposé, tout en les **incitant à passer les concours de la fonction publique** pour rester cohérent avec l'ADN de la collectivité.

**Le budget prévisionnel 2024 proposé, s'agissant des dépenses de personnel (chapitre 012) s'élèvera à 13 764 875 €. Il répondra aux mêmes objectifs qu'en 2023 : être maitrisé tout en répondant, à effectif constant, aux besoins supplémentaires de compétences pour mener à bien la mutation du service public dans le cadre de la loi AGEC.**

**LES AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT :**

Les autres dépenses de la section de fonctionnement seront les suivantes:

| | |
|---|---|
| Chapitre 65 Indemnités des élus, créances éteintes, subventions : | 229 500 € |
| Chapitre 66 Intérêts de la dette : | 195 456 € |
| Chapitre 67 Charges exceptionnelles, annulations de titres : | 76 666 € |
| Chapitre 68 : Provisions pour créances douteuses : | 1 024 985 € |
| Chapitre 042 : Dotations aux amortissements : | 4 500 000 € |




**Les charges à caractère général (63%)** comprennent les contrats conclus par le syndicat (électricité, eau...), les frais d'entretien des locaux et bâtiments, les achats de fournitures, etc. Leur variation est influencée en partie par l'inflation et le prix des fluides.
**Les charges de personnel (35%)** comprennent principalement les frais de rémunération des personnels. Ces charges vont subir les effets des décisions prises au niveau national (revalorisation par exemple) et au niveau de la collectivité (départs à la retraite, recrutements, remplacements…).
**Les autres charges (1%)** comprennent les charges exceptionnelles et les dotations aux provisions.
**Les autres charges de gestion courante,** quant à elles représentent **1%** sur le total des dépenses de fonctionnement.
**Les charges financières (<1**%) comprennent les intérêts de la dette et les ICNE.

**2/ RECETTES DE FONCTIONNEMENT : agir sur les recettes afin de maintenir un de taux d'épargne entre 8 et 10% pour assurer la capacité à investir**

La revalorisation exceptionnelle des bases TEOM de 2023 (7,1%) avait permis d'obtenir un niveau élevé de participation de nos membres. En décembre, le taux sur lequel est adossé la revalorisation des bases est paru. Il est de 3,9%. Si ce taux semble important, il est à mettre en perspective avec les augmentations auxquelles le SICTOM doit faire face, plus proches de 10%.

Si la tendance de « décrochage » entre la vitesse d'augmentation des dépenses et celle des recettes devaient se poursuivre, le SICTOM devra faire face rapidement à un effet ciseau.

Pour mémoire, la participation des EPCI représente 78% des recettes globales de la section de Fonctionnement (hors excédent reporté). A ce titre, une revalorisation très modérée des participations est de nature à accélérer cet effet ciseau.

Le montant prévisionnel des participations sera estimé provisoirement à 33 614 411 €.

**Répartition des participations financières des collectivités membres :**

| | |
|---|---|
| CAHM : | 24 756 195 € |
| CABM : | 4 351 688 € |
| CC AVANT MONTS : | 4 506 528 € |

**Les autres sources de recettes de fonctionnement :**

**La Redevance Spéciale et autres services aux professionnels : 5 130 000 €**

RS et apport au quai de transfert : 4 550 000 €

Apport en déchèterie : 580 000 €

La revalorisation tarifaire de la RS, copiée sur celle de la TEOM (+3,9%) va permettre d'éviter une érosion des recettes.

Des actions conjointes entre le service RS et l'agent SICTOM en charge du Plan Local de Prévention des Déchets (PLPD) seront menées à l'attention des professionnels produisant des biodéchets pour les inciter à les trier séparément.

Les agents d'accueil en déchèterie devront aussi se mobiliser pour réduire la part déposée dans le Tout-venant et pouvant être mieux triée et valorisée.

**La revente des matériaux : 1 200 000 €**

Les résultats 2023 ont été mitigés au regard des recettes exceptionnelles de 2022. La dégradation des résultats était attendue sans en connaitre exactement l'ampleur. Aussi, pour 2024, le choix budgétaire est de relever légèrement le montant attendu par rapport aux résultats 2023. Ce choix fait suite à la prise en compte d'un volume supérieur à mettre sur le marché suite aux nouvelles consignes de tri. Concernant les prix de négoce, il est probable que les cours actuels restent relativement stables.

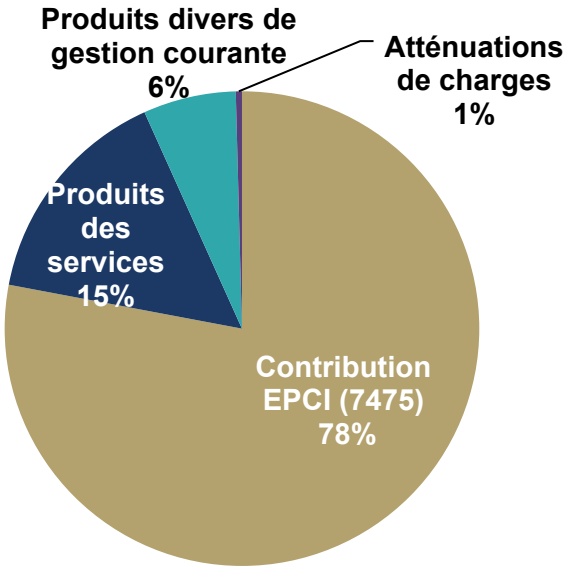
**Les éco-organismes : 2 400 000 €**

Le passage au tri de tous les emballages et papiers permet de lever le plafond des soutiens de CITEO et de bonifier le flux plastique. A ce titre et compte-tenu des simulations réalisées, le montant inscrit au BP 2024 a été réévalué.

Cependant, à noter que le nouveau barème, appelé « Barème G » n'a pas encore été validé et que nous fonctionnons toujours sur la base des directives du Barème F.

Accusé de réception en préfecture
034-253400485-20240226-DLB20240226_661-DE
Reçu le 29/02/2024

**Les redevances, loyers et divers : 771 000 €**




**Contribution EPCI (78%)** représente le principal poste de recettes du SICTOM.

**Différents EPCI participent dont :**

- Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée
- Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée
- Communauté de Communes Avants Monts

**Le produit des services** représente **15%** des recettes.

Il s'agit principalement des services rendus aux usagers par la collectivité.

**Produits divers de gestion courante (6%)** cela comprend essentiellement les loyers, revenus des immeubles, concessions…

**Atténuations de charges (<1%)** principalement les remboursements sur arrêts maladies, régime indemnitaire…

**Le budget prévisionnel 2024 de la section de Fonctionnement devrait s'équilibrer à la somme de 48 185 317 €.**

INVESTISSEMENT

Conformément au 3ème axe proposé pour les orientations budgétaires 2024, les investissements du budget doivent servir à la fois à maintenir et à renouveler l'outil de travail existant et à se projeter dès à présent dans la réalisation des investissements ambitieux qui nous aiderons à plus et mieux valoriser les déchets du territoire.

Les nouvelles règles de la M57 provoquent une hausse considérable des dotations aux amortissements qui viennent financer la section à hauteur de 46%. Le recours à l'emprunt restera modéré pour un montant estimé à 1 400 000 €.

**L'encours de la dette**, de 12 696 K€ en début d'exercice, devrait être de **12 358 K€ à la fin de l'exercice**.

**Les principales dépenses d'investissement** se répartiront en trois masses distinctes : 1/ les travaux, 2/ les équipements, 3/ les autres investissements

**1/ LES TRAVAUX** :

- Modernisation et d'amélioration des déchèteries
- Réalisation de la déchèterie des Moulières (fin du chantier au printemps 2024)
- Travaux de réhabilitation de La Prunette
- Remise en état du quai de transfert de Pézenas et de son aire de lavage
- Travaux sur les ISDI

L'ensemble des travaux et études connexes représentent une enveloppe estimée à 3 300 K€.

**2/ LES EQUIPEMENTS** :

- Matériels de pré-collecte (bacs, PAV, colonnes, composteurs)
- Acquisition de matériels informatiques et logiciels de gestion des bacs et de facturation
- Audit de sécurisation des sites et équipement en installation de sécurité
- Matériels spécifiques pour déchèteries dont armoires DMS, bennes
- Acquisition de poids lourds, de véhicules légers
- Acquisition d'un compacteur : 120 K€
- Divers….

L'ensemble des acquisitions représente une enveloppe estimée à 5 600 K€

**3/ LES AUTRES INVESTISSEMENTS** :

- Etude menée par la SPL OEKOMED pour le projet de réalisation d'une chaufferie CSR, d'un déconditionneur et d'une unité de méthanisation
- Participation au titre de la convention signée avec le Conseil Départemental pour les travaux de la RD 28 desservant Valohé

Sur l'enveloppe globale des dépenses d'investissement inscrits au BP, les Restes à Réaliser 2023 représentent un montant de 1 830 K€ tandis que le remboursement de la dette est estimé à 1 850 K€.

**Les principales recettes d'investissement** dont disposera le SICTOM, pour financer ces dépenses, seront les suivantes :

- Excédent d'investissement de 1 179 K€
- Virement entre sections de 3 177 K€
- Affectation prévisionnelle du résultat de 700 K€
- FCTVA de 546 K€
- Cession de terrain de 376 K€
- Dotations aux amortissements de 4 500 K€

**L'autofinancement s'élèvera à 10 478 K€,** soit une couverture en fonds propres de **88%** du total des dépenses d'investissement, y compris les RAR 2023.

Le reste sera financé par **un emprunt** dont le montant est estimé à environ **1,4 M€**. L'enveloppe définitive sera ajustée en cours d'exercice, en fonction du niveau des réalisations tant en dépenses qu'en recettes.

**Le budget prévisionnel 2024 de la section d'Investissement devrait s'équilibrer à la somme de 11 878 538 €.**

Accusé de réception en préfecture
034-253400485-20240226-DLB20240226_661-DE
Reçu le 29/02/2024

## Présentation du Plan Pluriannuel d'Investissement 2024-2027

Le PPI propose comme objectif, d'inscrire sur la durée du mandat et/ou sur une temporalité de 4 ans, les principaux investissements à réaliser et le calendrier de décaissements des crédits.

Pour plus de lisibilité, les investissements sont regroupés en « Opération/Programme ». Le document est vivant et de ce fait, susceptible d'évoluer tout au long de l'année. Pour suivre au plus près les évolutions des projets contenus dans le PPI, des réunions régulières ont lieu afin d'ajuster le calendrier de réalisation et/ou les crédits nécessaires.

| PPI par Opération / Programme | BP 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Bâtiments administratifs | 167 820 | 960 000 | 23 000 | **1 150 820** |
| Centre polybennes | 249 576 | 600 000 | 0 | **849 576** |
| Contrôle d'accès déchèterie | 79 289 | 0 | 0 | **79 289** |
| Déploiement biodéchets | 204 392 | 38 000 | 0 | **242 392** |
| Equipements déchèteries | 395 530 | 170 000 | 125 000 | **690 530** |
| ISDI | 490 000 | 300 000 | 0 | **790 000** |
| Matériel de précollecte | 1 060 024 | 750 000 | 750 000 | **2 560 024** |
| Déchèterie Les Moulières | 1 971 799 | 0 | 0 | **1 971 799** |
| Déchèterie Corneilhan | 0 | 20 000 | 44 500 | **64 500** |
| Déchèterie Magalas Laurens | 0 | 0 | 467 000 | **467 000** |
| Déchèterie Saint Thibéry | 0 | 75 000 | 1 882 500 | **1 957 500** |
| Déchèterie Vias Portiragnes | 100 000 | 267 000 | 1 682 500 | **2 049 500** |
| NTIC | 473 748 | 8 000 | 12 000 | **493 748** |
| Outillage | 45 390 | 30 000 | 30 000 | **105 390** |
| Participation travaux RD 28 | 336 000 | 157 709 | 0 | **493 709** |
| Réhabilitation déchèterie La Prunette | 240 000 | 650 000 | 0 | **890 000** |
| Renouvellement parc véhicules collecte | 2 075 149 | 598 400 | 244 680 | **2 918 229** |
| Renouvellement véhicules industriels | 120 000 | 1 200 000 | 790 000 | **2 110 000** |
| Renouvellement parc véhicules légers | 232 744 | 50 000 | 50 000 | **332 744** |
| Sécurité des personnes et des biens | 60 134 | 38 000 | 38 000 | **136 134** |
| Travaux d'amélioration des déchèteries | 447 368 | 808 000 | 58 000 | **1 313 368** |
| Unités Industrielles Travaux | 202 000 | 300 000 | 700 000 | **1 202 000** |
| Valohé - Centre de tri | 0 | 0 | 0 | **0** |
| Valohé - Méthanisation | 107 000 | 0 | 0 | **107 000** |
| Valohé - Déconditionnement | 350 000 | 0 | 0 | **350 000** |
| Valohé - Préparation CSR | 60 000 | 60 000 | 0 | **120 000** |
| | **9 467 963** | **7 080 109** | **6 897 180** | **23 445 252** |

Accusé de réception en préfecture
034-253400485-20240226-DLB20240226_661-DE
Reçu le 29/02/2024

# Un PPI financé principalement via les ressources propres et l'emprunt sur 2024 – 2026 (simulation sur une réalisation annuelle du PPI à 90% environ)

| | 2024 | 2025 | 2026 | |
|---|---|---|---|---|
| **Epargne nette** | **1 677 404 €** | **1 991 140 €** | **2 945 933 €** | |
| FCTVA | 634 215 € | 782 480 € | 1 329 084 € | |
| Autres recettes | 376 000 € | 300 000 € | 0 € | |
| Emprunts | 1 900 000 € | 2 746 846 € | 2 500 000 € | |
| **Total des recettes (A)** | **4 587 619 €** | **5 820 465 €** | **6 775 017 €** | |
| **Total des dépenses (B)** | **8 521 623 €** | **6 391 822 €** | **6 077 902 €** | |
| *Utilisation ou abondement des excédents (A-B)* | *-3 934 004 €* | *-571 357 €* | *697 115 €* | |

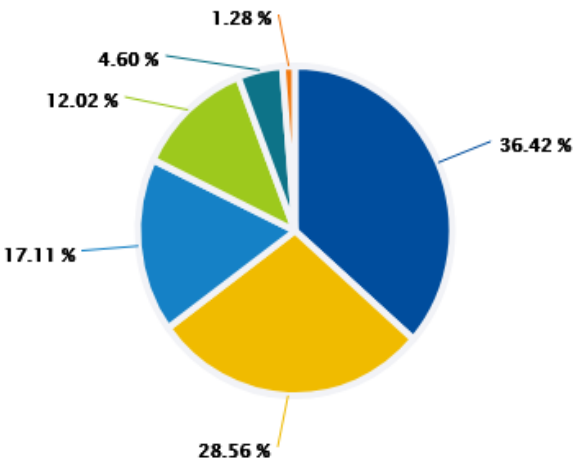
Accusé de réception en préfecture
034-253400485-20240226-DLB20240226_661-DE
Reçu le 29/02/2024

# ETAT DE LA DETTE AU 01/01/2024

## Présentation exhaustive des contrats en cours au 1er janvier 2024

| Référence | Prêteur | Capital restant dû | Durée résiduelle | Taux | Année de réalisation | Montant initial |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01P8Y1016PR | CREDIT AGRICOLE | 249 999,40 € | 4,99 ans | Taux fixe à 5.12 % | 2008 | 1 000 000,00 € |
| 00002867032 | CREDIT AGRICOLE | 981 509,19 € | 2,17 ans | Taux fixe à 0.75 % | 2019 | 3 000 000,00 € |
| 00003999580 | CREDIT AGRICOLE | 1 618 671,67 € | 6,99 ans | Taux fixe à 0.36 % | 2020 | 2 300 000,00 € |
| 00004638517 | CREDIT AGRICOLE | 816 666,74 € | 8,16 ans | Taux fixe à 0.59 % | 2022 | 1 000 000,00 € |
| 1236221 | CDC | 159 825,73 € | 4,00 ans | Taux fixe à 3.95 % | 2013 | 400 000,00 € |
| 5161323 | CDC | 171 877,64 € | 13,08 ans | Taux fixe à 1.14 % | 2017 | 250 000,00 € |
| 5161324 | CDC | 283 659,70 € | 8,08 ans | Taux fixe à 0.94 % | 2017 | 500 000,00 € |
| ARC21753 | CE | 22 348,95 € | 6,07 ans | + 0.16)-Floor -0.16 sur | 2004 | 65 000,00 € |
| ARC12567 | CE | 42 153,22 € | 2,90 ans | Taux fixe à 5.77 % | 2001 | 178 970,00 € |
| ARC21755 | CE | 18 910,67 € | 6,07 ans | + 0.16)-Floor -0.16 sur | 2004 | 55 000,00 € |
| A17120GH | CE | 83 332,90 € | 4,15 ans | Taux fixe à 4.36 % | 2013 | 300 000,00 € |
| 10278 09053 00020446002 | CREDIT MUTUEL | 905 555,48 € | 13,58 ans | Taux fixe à 1 % | 2022 | 1 000 000,00 € |
| 10278 09053 00020446003 | CREDIT MUTUEL | 866 666,72 € | 8,67 ans | Taux fixe à 0.85 % | 2022 | 1 000 000,00 € |
| 10278 09053 00020446004 | CREDIT MUTUEL | 379 911,74 € | 9,42 ans | Taux fixe à 3.1 % | 2022 | 400 000,00 € |
| MON502288EUR | BANQUE POSTALE | 241 874,65 € | 11,17 ans | Taux fixe à 2.62 % | 2015 | 430 000,00 € |
| MON504071EUR | BANQUE POSTALE | 346 500,11 € | 6,67 ans | Taux fixe à 1.65 % | 2015 | 770 000,00 € |
| MON504073EUR | BANQUE POSTALE | 866 562,50 € | 11,67 ans | Taux fixe à 1.91 % | 2015 | 1 475 000,00 € |
| MON504074EUR | BANQUE POSTALE | 1 021 750,00 € | 16,67 ans | Taux fixe à 2.05 % | 2015 | 1 525 000,00 € |
| MON511075EUR | BANQUE POSTALE | 25 000,28 € | 0,92 an | Taux fixe à 0.53 % | 2016 | 200 000,00 € |
| MON511074EUR | BANQUE POSTALE | 266 666,48 € | 7,92 ans | Taux fixe à 0.94 % | 2016 | 500 000,00 € |
| MON511073EUR | BANQUE POSTALE | 162 499,72 € | 12,92 ans | Taux fixe à 1.16 % | 2016 | 250 000,00 € |
| MON529248EUR | BANQUE POSTALE | 746 364,29 € | 11,00 ans | Taux fixe à 0.52 % | 2019 | 1 000 000,00 € |
| MON529249EUR | BANQUE POSTALE | 918 389,22 € | 6,00 ans | Taux fixe à 0.33 % | 2019 | 1 500 000,00 € |
| 3037 | AFL | 500 000,00 € | 9,97 ans | Taux fixe à 3.7 % | 2023 | 500 000,00 € |
| 3038 | AFL | 1 000 000,00 € | 14,97 ans | Taux fixe à 3.82 % | 2023 | 1 000 000,00 € |
| | | **12 696 697,00 €** | | | | |

## Répartition de l'encours par prêteur



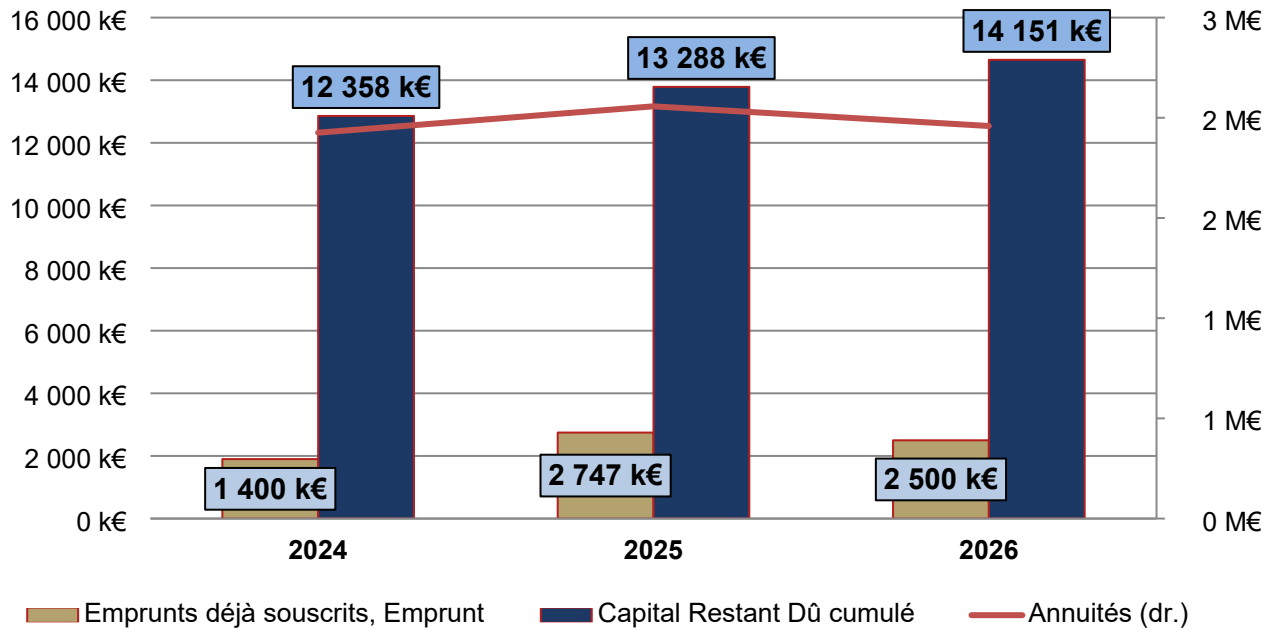

BANQUE POSTALE · CREDIT AGRICOLE · CREDIT MUTUEL · AFL · CDC · CE

Accusé de réception en préfecture
034-253400485-20240226-DLB20240226_661-DE
Reçu le 29/02/2024

**Tableau prévisionnel d'amortissement des emprunts au 1er janvier 2024**

| | CRD début d'exercice | Capital amorti | Intérêts | Flux total | CRD fin d'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| 2024 | 12 696 697,00 € | 1 738 713,05 € | 186 933,40 € | 1 925 646,45 € | 10 957 983,95 € |
| 2025 | 10 957 983,95 € | 1 722 421,35 € | 163 958,79 € | 1 886 380,14 € | 9 235 562,60 € |
| 2026 | 9 235 562,60 € | 1 400 437,82 € | 140 716,76 € | 1 541 154,58 € | 7 835 124,78 € |
| 2027 | 7 835 124,78 € | 1 280 273,52 € | 120 637,27 € | 1 400 910,79 € | 6 554 851,26 € |
| 2028 | 6 554 851,26 € | 1 268 423,74 € | 101 796,53 € | 1 370 220,27 € | 5 286 427,52 € |
| 2029 | 5 286 427,52 € | 1 184 163,97 € | 84 268,13 € | 1 268 432,10 € | 4 102 263,55 € |
| 2030 | 4 102 263,55 € | 1 034 953,98 € | 69 734,51 € | 1 104 688,49 € | 3 067 309,57 € |
| 2031 | 3 067 309,57 € | 745 836,63 € | 56 487,00 € | 802 323,63 € | 2 321 472,94 € |
| 2032 | 2 321 472,94 € | 571 163,64 € | 44 270,71 € | 615 434,35 € | 1 750 309,30 € |
| 2033 | 1 750 309,30 € | 453 459,72 € | 33 869,07 € | 487 328,79 € | 1 296 849,58 € |
| 2034 | 1 296 849,58 € | 384 715,29 € | 25 419,18 € | 410 134,47 € | 912 134,29 € |
| 2035 | 912 134,29 € | 286 990,34 € | 18 566,86 € | 305 557,20 € | 625 143,95 € |
| 2036 | 625 143,95 € | 220 684,87 € | 13 269,25 € | 233 954,12 € | 404 459,08 € |
| 2037 | 404 459,08 € | 170 042,60 € | 8 538,84 € | 178 581,44 € | 234 416,48 € |
| 2038 | 234 416,48 € | 127 666,48 € | 4 579,28 € | 132 245,76 € | 106 750,00 € |
| 2039 | 106 750,00 € | 61 000,00 € | 1 719,44 € | 62 719,44 € | 45 750,00 € |
| 2040 | 45 750,00 € | 45 750,00 € | 468,94 € | 46 218,94 € | 0,00 € |

**Evolution prévisionnelle de l'emprunt entre 2024 et 2026**




La collectivité devrait mobiliser **6,6 M€** d'emprunt sur la période pour financer le solde de sa section d'investissement, portant l'encours de dette de fin de période à **14,1M€** contre **12,8M€** en 2024.

En outre, malgré un recours annuel à l'emprunt, le ratio de désendettement du SICTOM demeure performant et en adéquation avec les recommandations de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2023-2027.

**PRINCIPAUX RATIOS DU BP 2024**

***Deux ratios à surveiller: un taux d'épargne brute > à 8 % (et idéalement tendant vers 10%) et une capacité de désendettement inférieure à 10 ans.***

**Comparaison entre les BP 2023 et 2024**

- **Le taux d'épargne brute** passe de 6,29% en 2023 à 6,22 % en 2024 (avec un objectif cible de 8% *a minima* en fin d'exercice)
- La CAF brute passe de 2 493 K€ en 2023 à 2 687 K€ en 2024
- La CAF nette passe de 853 K€ en 2023 à 837 K€ en 2024
- L'encours de la dette passe de 12 434 348 € en 2023 à 12 696 697 € en 2023
- **La capacité de désendettement** passe de 5,09 ans en 2023 à 4,56 ans en 2024

**En conclusion :**

Le rapport d'orientation budgétaire indique une situation financière consolidée du SICTOM de Pézenas Agde pour l'année 2023. La réévaluation des prestations destinées aux professionnels, motivée par l'ajustement justifié de la redevance aux professionnels (RS) et l'application des règles de facturation à l'entrée des déchèteries, a permis une répartition plus équitable des charges entre entreprises et particuliers. La masse salariale a été maintenue à un niveau stable. L'augmentation modérée des participations des collectivités membres a contribué à porter le taux d'épargne brute à 11,17 % pour l'année 2023.

La mise en service du centre OEKOTRI a permis le passage en extension des consignes de tri renforçant ainsi le niveau de soutiens financiers au titre du contrat avec CITEO.

Toutefois, le contexte reste incertain, car les résultats résultent également de la baisse des tonnages des ordures ménagères due en partie aux efforts de tri sur les emballages, papiers et les biodéchets mais probablement également en partie du fait de la baisse de la consommation. Les charges continuent de croître, notamment pour ce qui est des contrats de prestations, de la TGAP et des assurances.

En 2024, le SICTOM va étendre davantage les options de tri, tant pour les emballages que pour les biodéchets en finalisant le programme de leur déploiement sur l'ensemble des communes. **Une communication stratégique donnera plus de sens aux actions du SICTOM**. Des investissements seront réalisés pour **moderniser le réseau de déchèteries** améliorant ainsi la qualité d'accueil et de tri sur ces sites. L'ambition est que nos déchèteries deviennent, à terme, **des pôles de valorisation**.

Le budget du SICTOM veut également traduire **la volonté des élus** de concilier la **protection de l'environnement et la sécurité des agents**. De plus, des programmes de coopération à l'échelle de l'Ouest Hérault seront également menés grâce aux moyens qui seront fournis à la SPL OEKOMED.

Après la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire,

Le Comité Syndical,

Ouï l'exposé de son Président,

Accusé de réception en préfecture
034-253400485-20240226-DLB20240226_661-DE
Reçu le 29/02/2024

Après avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND ACTE** de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire,

**ADOPTE** le Rapport d'Orientation Budgétaire.

Ont signé au registre les membres présents.

Fait les jours mois et an susdits.

Ont signé au registre les membres présents.

Fait les jours mois et an susdits.

Signé électroniquement par
Sébastien FREY
Président

Le Président :
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la transmission au représentant de l'État le 28/02/2024.
et de sa publication le 28/02/2024.

A Nézignan l'Évêque, le 28/02/2024

**SMICTOM PEZENAS-AGDE**
***Adresse postale :*** **BP 112 - 34120 Pézenas**
***Siège administratif :*** **27, avenue de Pézenas - 34120 Nézignan l'Évêque**
Tél. : 04 67 98 45 83 Fax : 04 67 90 05 98 **www.sictom-pezenas-agde.fr**